



Concurrence déloyale : l'alerte de l'Umih du Rhône

Il y a quelque chose de fascinant à Lyon.

Vous entrez dans une boulangerie. Jusque-là, tout va bien.

Une baguette, un croissant, la vie est simple.

Puis, doucement, presque innocemment... une terrasse apparaît.

Puis une carte.

Puis un plat du jour.

Puis un café servi toute la journée.

Puis un verre.

Et là, sans prévenir, vous êtes dans un restaurant. Enfin... presque.

Parce que ce n'est pas tout à fait un restaurant. Mais ce n'est plus vraiment une boulangerie non plus.

C'est un concept.

Un modèle hybride.

Une zone grise... très confortable.

Suffisamment restaurant pour faire du chiffre.

Pas assez restaurant pour avoir les mêmes contraintes.

Pendant ce temps-là, à quelques mètres, un restaurateur :

respecte les normes,

paie ses charges,

gère ses contrôles,

applique les règles.

Un peu naïvement, sans doute.

Alors posons la question :

est-ce que tout le monde joue au même jeu ?

Ou plus précisément : est-ce que certains ont trouvé comment jouer... sans les règles ?

Aujourd'hui, le problème n'est pas l'innovation.

Le problème, c'est quand l'innovation devient un angle mort réglementaire.

Quand on ne sait plus très bien qui fait quoi. Ni sous quel cadre.

Quand certains avancent avec un sac à dos... et d'autres avec un sac de sable.

Évidemment, personne ne demande de revenir en arrière. Personne ne veut figer la ville.

Mais il y a une différence entre faire évoluer les modèles... et organiser, sans le dire, une concurrence à géométrie variable. Parce qu'à la fin, ce ne sont pas les plus innovants qui gagnent. Ce sont les plus souples avec les règles.

Et ça, ce n'est ni moderne, ni juste. C'est simplement déséquilibré.

Une ville, ce n'est pas un terrain d'expérimentation permanent.

C'est un équilibre.

Un équilibre entre liberté et cadre. Entre innovation et responsabilité.

Sinon, on ne régule plus. On regarde faire.

Et curieusement, dans ce genre de situation, ce sont toujours les mêmes qui regardent... et les mêmes qui profitent.

Alors oui, posons les choses.

Non pas pour opposer les métiers. Mais pour éviter que certains métiers finissent par disparaître... à force de respecter les règles.

Parce qu'au fond, la question n'est pas de savoir qui a le droit de vendre un café.

La question est de savoir : si, à Lyon, on joue encore collectivement... ou chacun dans son coin, avec ses propres règles.

Thierry Fontaine, Président Général, et Geoffrey Clavel, Vice-Président de l'Umih du Rhône